Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°232
15 juin 2026
p.a.f 1 €
Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd
Union communiste internationaliste (trotskyste)

Vive la lutte des élèves et des enseignants !

Editorial des bulletins d'entreprises du 10 juin 2026

Dans la foulée du mouvement parti de Liège, des milliers d'élèves et d'enseignants ont manifesté jeudi 4 et vendredi 5 juin à Bruxelles, Namur et Charleroi contre les mesures d'austérité imposées à l'enseignement francophone. Pour beaucoup d'élèves, c'était une première manifestation.

Les mobilisations de la jeunesse sont souvent enthousiasmantes. Elles peuvent devenir contagieuses. Ainsi l'État a envoyé sa police barricader les rues autour des institutions et du parlement. Les policiers n'ont pas hésité à matraquer et gazer des élèves et des enseignants qui demandaient simplement des moyens pour leur école.

Le parlement a finalement voté le décret-programme vendredi en pleine nuit, imposant des mesures d'austérité à presque tous les secteurs de la Fédération Wallonie Bruxelles : petite enfance, associations, etc.

Dans l'enseignement obligatoire, cela signifie la fin du statut pour les enseignants, l'obligation de travailler deux heures de plus gratuitement pour les enseignants de 4e, 5e et 6e secondaire, ce qui entraînera au moins 1.300 pertes d'emplois, ainsi que de nouvelles coupes budgétaires dans les écoles, notamment sur les cantines.

Dans l'enseignement supérieur, le minerval augmentera pour atteindre près de 1.200 euros. Ces mesures vont encore aggraver les conditions de travail et d'étude, et rendront l'accès à l'enseignement encore plus difficile pour les familles populaires.



Les directions syndicales et les partis de gauche ont protesté car le vote accéléré n'a pas respecté la démocratie formelle du parlement. Oui, les ministres et les parlementaires ont voté, malgré l'opposition d'une large majorité de la population. Ils n'avaient pas été élus pour cela, mais ils appliquent les exigences du patronat : faire payer à la population le remboursement de la dette, les cadeaux aux capitalistes et les dépenses militaires.

Le PS, Ecolo et le PTB étaient fiers d'utiliser des artifices de procédure pour repousser le vote. Mais des enseignants disaient eux-mêmes : si la réforme était votée plus tard, en plein été, ce ne serait pas mieux. Il serait alors encore plus difficile pour les élèves et les professeurs de se mobiliser, alors que les écoles sont fermées. La seule issue, c'est le retrait pur et simple du décret ! Et ça, seule une mobilisation importante qui dépasse le secteur de l'enseignement pourrait l'imposer.

Est-ce qu'avec le parti socialiste au gouvernement ce serait mieux ? Lorsqu'elle est au gouvernement, la gauche applique les mêmes politiques d'austérité que la droite. Vooruit est aujourd'hui au gouvernement fédéral, où les budgets des soins de santé, du chômage sont massivement rabotés. Au gouvernement flamand, les socialistes ont validé 63 millions d'euros de coupes budgétaires dans l'enseignement secondaire pour l'an prochain. Ce même gouvernement prévoit aussi de durcir les conditions d'accès aux bourses dans l'enseignement supérieur, ce qui pourrait en exclure 20.000 étudiants.

Quand Di Rupo (PS) était Pre-

mier ministre entre 2011 et 2014, il a imposé, avec le Vooruit notamment, des dizaines de milliards d'euros de coupes budgétaires. En 1996, c'est la ministre PS Onkelinx qui a supprimé 3.000 postes d'enseignants malgré des mois de grève.

Face aux capitalistes et au gouvernement à leur service, il n'y a pas d'autre voie que de nous défendre dans une lutte qui s'élargit d'un secteur à l'autre.

Car les problèmes auxquels nous faisons face sont quasiment les mêmes d'un secteur à l'autre. Les travailleurs de la poste ou du rail voient eux aussi leur charge de travail augmenter.

Les menaces de licenciement pèsent sur les fonctionnaires, sur les travailleurs de Volvo, Plasman, Nike, de la chimie ou de la grande distribution, comme elles pèsent aujourd'hui sur les enseignants.

En Flandre, les enseignants et les étudiants subissent des politiques d'austérité similaires à celles de la Fédération Wallonie Bruxelles. Face à cette offensive générale contre les travailleurs, il faut une riposte générale.

Non seulement il faudra nous défendre contre les politiques d'austérité et les licenciements, mais demain les capitalistes chercheront aussi à nous embrigader dans leurs guerres.

Aujourd'hui, ce sont les Libanais, les Soudanais, les Congolais, les Ukrainiens et les Russes qui meurent sous les bombes et les drones. La raison de ces guerres ? Le pétrole, les minerais, les marchés que veulent accaparer les capitalistes.

La concurrence entre les capitalistes leur impose de se faire la guerre économique et militaire. Ce qui fait que si une paix était négociée aujourd'hui en Ukraine, ce ne serait qu'une paix des cimetières, avant que les hostilités reprennent.

Pour empêcher cela, les travailleurs n'ont d'autre choix que d'enlever leur pouvoir de nuire aux capitalistes en prenant le pouvoir eux-mêmes.

Luttes dans l'enseignement

Professeurs et élèves dans la rue

Le rassemblement du 4 juin a réuni plusieurs milliers d'enseignants et de jeunes ayant convergé depuis toute la Wallonie et Bruxelles vers le parlement de la FWB pour dénoncer le vote du décret de Glatigny.

En déployant un nombre important de policiers, y compris un certain nombre d'agents surarmés de type « robocops », en utilisant de manière massive des gaz et des autopompes, le gouvernement avait choisi sa réponse : la répression.

Les comportements des policiers sur place et les images de violence dans les médias ou sur les réseaux ont choqué parmi les manifestants, mais aussi dans la population en général. Pour de nombreux professeurs, c'était la première fois qu'ils mesuraient la répression policière dont l'État était capable, y compris sur de jeunes adolescents.

Face à cette mobilisation des enseignants et des jeunes, les médias privés et gouvernementaux ont répandu leur propagande anti-manifestants et se sont focalisés sur les débordements pour discréditer la colère populaire.

Mais le vote du décret n'a pas signifié la fin du mouvement. Dès le lendemain, de nombreux élèves et enseignants ont manifesté, dans plusieurs villes de Wallonie et à Bruxelles. Cette réaction des jeunes a touché beaucoup de professeurs qui se retrouvaient dans les écoles en sachant que l'an prochain, bon nombre d'entre eux perdraient leur emploi et que les conditions de travail seraient encore plus dures.

La mobilisation des jeunes qui affichaient leur soutien à leurs enseignants, en plus de dénoncer l'augmentation des frais d'inscription aux études supérieures, ont encouragé des professeurs et des parents à se mobiliser. Des manifestations pour dénoncer la répression policière ont été organisées réunissant plusieurs milliers de manifestants. Les professeurs formaient des chaînes humaines pour protéger les jeunes de la police.

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Ce sera peut-être le réveil d'une nouvelle génération contestataire.

Vive la contestation de la jeunesse !

Depuis le vote du décret qui prévoit des économies dans l'enseignement, des jeunes sortent des écoles pour manifester leur colère.

Leur colère contre la hausse du minerval dans l'enseignement supérieur, leur colère contre des examens qu'ils doivent passer alors qu'ils n'ont pas eu cours.

Et pas seulement parce que les cours ont été perturbés par le mouvement des enseignants dont les jeunes se sentent solidaires, mais souvent aussi parce que les cours n'ont quasiment pas eu lieu, à cause du manque de professeurs déjà catastrophique : « *on veut un futur, pas des factures* », « *pas d'examens sans éducation* » écrivaient certains sur leurs pancartes.

Et bien sûr, il y a tout le reste. Quel avenir les jeunes de 13-15 ans peuvent espérer dans ce système qui fait des économies sur l'éducation et les pousse vers l'armée ?!

La police a cogné sur des jeunes, parfois très jeunes. Des enseignants et des parents ont découvert cette violence et sont choqués. La solidarité s'est organisée. De nombreux manifestants ont dénoncé cette répression policière.

Oui, c'est choquant, mais ce n'est pas étonnant.

La police est là pour maintenir l'ordre, nous répètent les bourgmestres, y compris « de gauche ».

Mais l'ordre, dont ils parlent, c'est l'ordre capitaliste !

L'ordre d'un système qui



ferme des entreprises pour que quelques gros actionnaires puissent s'enrichir encore plus !

Lors de la fermeture d'Audi par exemple, la police était là aussi.

Et elle cognait sur les travailleurs qui perdaient leur emploi, licenciés par une entreprise qui accumulait des milliards de bénéfices.

On fait tout un foin pour une poubelle ou des trottinettes qui brûlent, mais les capitalistes sont en train de mettre le feu à toute la planète, avec leurs guerres et leur éternelle chasse au profit ! Les vrais casseurs, ce sont eux !

Alors, les jeunes qui descendent dans la rue pour dire non à tout ça, ont bien raison d'espérer mieux de la vie que d'être traités comme de la chair à exploiter aujourd'hui, de la chair à canon demain.

Et que pourra faire la police quand non seulement les enseignants, mais les travailleurs de tous les secteurs se joindront aux manifestations et aux grèves, et commenceront à s'organiser pour leur droit de vivre dignement ?!

Le gouvernement prend la jeunesse en otage

Jeudi 11 juin, les huissiers ont levé les piquets devant l'école Sainte Véronique à Liège sous peine d'une amende 1.000 euros pour chaque gréviste.

La justice a été saisie à la demande de cinq parents d'élèves de l'école. Cela a suffi pour que les opposants à la grève déclarent que les enseignants prendraient en otage les élèves et les parents d'élèves.

Mais les véritables preneurs d'otages ne sont pas sur les piquets de grève. Ils siègent au gouvernement. Ce sont eux qui prennent en otage l'avenir des jeunes des milieux populaires en organisant la dégradation de l'enseignement, tout en augmentant les budgets militaires !

La bourgeoisie, elle, a moins à craindre de la casse de l'enseignement pour ses enfants car elle peut les envoyer dans des écoles et des cours privés.

Kapo Rousseau

Après les manifestations des enseignants et des élèves, quelques trottinettes brûlées ont suffi pour que politiciens et médias ressortent leur démagogie sécuritaire contre la jeunesse.

Une diversion commode pour faire oublier la violence des politiques d'austérité imposées à l'enseignement et à toute la société.

Conner Rousseau, président de Vooruit (socialiste flamand), s'est distingué dans cette surenchère réactionnaire en proposant des camps de rééducation pour les élèves qui auraient manifesté trop bruyamment au goût du gouvernement.

Il reprend ainsi les vieilles obsessions de l'extrême droite : dresser les jeunes en leur imposant une discipline de caserne.

Ce n'est pas un accident mais une stratégie de Rousseau, qui s'était déjà illustré par des propos violemment sexistes et racistes contre les habitants de Molenbeek et les Roms.

De droite comme de gauche, les politiciens reprennent les préjugés de l'extrême droite. Puis, après avoir attaqué les conditions de vie des travailleurs et nourri ce climat réactionnaire pendant cinq ans, ils viendront encore nous appeler au « vote utile » contre l'extrême droite nourrie par le poison qu'ils ont eux-mêmes distillé.

Pile je te trahis, face je te réprime

Face aux réformes dans l'enseignement, le Parti socialiste prétend se tenir du côté des manifestants. Le parlementaire socialiste Martin Casier s'en prend au gouvernement qui « *bafoue les règles élémentaires de la démocratie* » et insiste que « [...] *chacun doit être respecté. Les manifestants ont le droit d'exprimer leur mécontentement. La manière dont la majorité a ignoré leurs revendications risque effectivement de générer beaucoup de frustration.* »

Mais quand le PS exerce des responsabilités dans l'État, il est du côté de la répression. Ces mêmes manifestations que le PS soutien ont été réprimées par… la police de Bruxelles dont le bourgmestre socialiste Philippe Close est responsable.

Il défend bec et ongles le comportement de la police lors des manifestations et justifie l'utilisation des gaz lacrymogènes et des canons à eau contre les élèves et les enseignants.



Les vidéos qui ont circulé montrent pourtant des insultes sexistes, des symboles d'extrême droite comme une croix des templiers sur la bombe lacrymogène d'un policier, des coups de matraque.

Pour Close, ce ne sont que des comportements isolés : des enquêtes internes et des procédures disciplinaires ont été demandées, il ne faut pas s'inquiéter, dit-il.

Et pour finir de se laver les mains, il affirme que la police ne peut pas être sexiste, preuve à l'appui : elle a mis en place des centres de prise en charge des violences sexuelles, des dispositifs pour les sans-abri, une brigade spécialisée dans l'accompagnement des personnes en errance mentale…

1996: le PS contre l'enseignement

Depuis plusieurs semaines, les jeunes et les enseignants se mobilisent. Sur les piquets de grève et dans les manifestations, la colère vise en particulier la ministre Glatigny (MR) et le gouvernement Arizona.

Mais, si pour les enseignants les plus jeunes, c'est une première, ce n'est pas la première fois que l'enseignement est attaqué sous prétexte d'économies.

En 1996, l'enseignement francophone a connu l'un des plus grands mouvements sociaux de son histoire. Pendant plusieurs mois, enseignants et élèves se sont mobilisés contre le « plan Onkelinx ». Cette réforme dirigée par le PS prévoyait la suppression de près de 3.000 emplois, des restructurations d'écoles et une réduction importante des moyens accordés à l'enseignement secondaire. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Les écoles ont été paralysées pendant des semaines.

À l'époque déjà, les ministres prétextaient qu'il fallait faire des économies et réduire les dépenses. Un discours qui ressemble fortement à celui que nous entendons aujourd'hui.

La différence ? En 2026, ces attaques sont menées par un gouvernement dominé par la droite. En 1996, elles étaient portées par Laurette Onkelinx, du Parti socialiste !

Alors que le PS tente aujourd'hui de se présenter comme un défenseur de l'enseignement face à l'Arizona, il faut se rappe-

ler que ce sont eux qui ont imposé les suppressions de postes, les économies, les restructurations et la détérioration des conditions de travail en 1996.

Et depuis, les économies n'ont pas cessé dans l'enseignement, que ce soit sous des ministres Ecolo ou CDH (désormais "Les Engagés"), ou les ministres socialistes comme Marie Arena et Christian Dupont entre 2004 et 2009, et plus récemment Caroline Désir entre 2019 et 2024 qui ont continué la même politique.

Caroline Désir a ainsi participé à la mise en place du Pacte d'excellence initié par Joëlle Milquet (CDH), qui est un plan d'économies, prévoyant en particulier un projet d'évaluation des enseignants qui vise à faciliter leur licenciement.

De quoi rappeler aux enseignants, comme à tous les travailleurs, qu'ils ne peuvent rien attendre de bon des ministres, et qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces !



Austérité dans l'enseignement flamand

Dans l'enseignement flamand aussi, les mesures contre les enseignants et les étudiants se multiplient.

Rien que dans l'enseignement secondaire, 63 millions d'euros d'économies sont imposés dès l'an prochain.

Les coupes toucheront notamment les budgets pour le recrutement d'enseignants, les coachs d'intégration pour les élèves primo-arrivants et les communautés scolaires qui organisent la coopération entre écoles.

Dans l'enseignement supérieur, les conditions d'accès aux bourses seront durcies. Les étudiants devront réussir 54 crédits au lieu de 27 pour conserver leur allocation. Les étudiants de plus de 30 ans seront, eux, exclus de toute bourse. 20.000 boursiers risquent de perdre leur allocation d'étude, pourtant indispensable pour subvenir à leurs besoins pendant leurs études.

Au nord comme au sud du pays, dans l'enseignement comme dans d'autres secteurs, les mêmes politiques d'austérité frappent les travailleurs et les jeunes.

Ces offensives communes pourraient aussi devenir le point de départ de luttes communes.

Contre les suppressions d'emplois, l'unité de tous les travailleurs

Le 16 juin, le front commun syndical appelle à une manifestation à Namur pour protester contre la politique d'austérité et contre la suppression du statut de fonctionnaire décidée par le gouvernement wallon.

Les ministres Prévot et Bouchez ont commencé en 2024 en promettant qu'il n'y aurait pas de licenciements dans la fonction publique.

Mais leur politique de non remplacement d'un départ à la retraite sur trois et les licenciements individuels de contractuels comme de statutaires visent à supprimer 1.300 emplois dans la fonction publique wallonne.

Et pour comprimer encore les dépenses, le ministre-président Adrien Dolimont (MR) prépare des licenciements collectifs qui toucheront en premier les travailleurs contractuels, plus faciles à licencier.

Cette politique se double d'une offensive contre le statut de fonctionnaire, dont la garantie de l'emploi est présentée comme « un privilège » par les partis de droite. C'est évidemment un piège… que n'évitent pas les dirigeants syndicaux. Au lieu d'appeler tous les travailleurs du public comme du privé à s'unir contre TOUTES les suppressions d'emplois, les responsables syndicaux mettent en avant la défense du statut de fonctionnaire en expliquant qu'il constitue une protection contre les pressions politiques sur les fonctionnaires. C'est une fable qui contribue à diviser les salariés entre privé et public et entre les différents secteurs du public.

Les travailleurs sont tous utiles à la société et ils ont tous besoin d'un salaire pour vivre.

Grève chez Plasman (Gand)

Les travailleurs de Plasman Gent, sous-traitant de Volvo, ont fait grève pendant trois jours.

L'entreprise, qui compte environ 350 travailleurs et produit notamment des pare-chocs pour Volvo Cars, perdait son contrat avec ce dernier. Cela menace 130 emplois chez Plasman.

La grève, qui a mobilisé au-delà des ouvriers directement menacés de licenciement, a touché l'usine de Volvo Cars qui a été arrêtée pendant plusieurs jours.

Vendredi 5 juin, les directions syndicales ont conclu un accord avec la direction sur les indemnités légales et extralégales de licenciement.

Mais l'indemnité extralégale proposée de 1.200 euros brut par année d'ancienneté, était largement insuffisante pour de nombreux ouvriers.

Bien que les directions syndicales aient fait voter les employés avec les ouvriers pour diluer leur vote, le projet d'accord a été rejeté par 55 % des votants.

Les directions syndicales ont pourtant annoncé la reprise du travail, au motif que la majorité des deux tiers (66%) nécessaire selon eux pour poursuivre la grève n'avait pas été atteinte et qu'il fallait « respecter les accords conclus » avec la direction.

Quand une majorité des ouvriers rejette un accord mais que la grève est arrêtée malgré tout, il faut poser la question : à quoi servent ces seuils de vote aussi élevés, sinon à freiner la combativité des travailleurs, à faire passer les accords conclus avec la direction et à limiter le recours aux indemnités de grève ?

Volvo: clientélisme patronal



Le groupe automobile Geely, basé en Chine et propriétaire de Volvo, a réclamé des millions d'euros d'argent public pour que l'usine de Volvo Cars à Gand reste - peut-être - en Belgique.

Le gouvernement flamand s'est aussitôt exécuté : 119 millions d'euros de cadeaux pour un groupe qui engrange chaque année des milliards de profits.

Pour les patrons, les petits arrangements avec l'État sont "légaux" et se chiffrent en centaines de millions.

Chantage patronal à H&M Ghlin

Une large majorité des 324 travailleurs présents lors du vote organisé par les syndicats ont fini par accepter le plan de la direction de H&M pour la fermeture du site de Ghlin cet automne.

La multinationale, dont les profits battent des records, impose donc un « plan social » de… 1.500 euros brut par année d'ancienneté comme indemnités extralégales et un budget formation de 500 euros par travailleurs. Bien inférieur à ce qu'ils demandaient.

Les organisations syndicales ont présenté ce plan comme « *à prendre ou à laisser* », relayant ainsi le chantage du groupe.

La direction n'avait pas hésité, début juin, à utiliser la police et les huissiers pour imposer un lock-out aux ouvriers et imposer ses conditions.

Comme à Thy-Marcinelle, dans la sidérurgie, des groupes internationaux, aux actionnaires milliardaires, considèrent que « les plans sociaux » appartiennent au passé.

Mais les luttes syndicales entreprise par entreprise appartiennent elles aussi au passé, et les patrons découvriront tôt ou tard les explosions sociales qui inverseront les rapports de force.



Austérité sur la sécurité civile



À Bruxelles, les syndicats et la direction des pompiers demandent au gouvernement de refinancer le service. Le gel prolongé des recrutements ne permet pas de compenser les départs, entraînant une pénurie croissante de personnel.

Résultat ? Moins de monde au centre d'appels, donc des urgences traitées plus lentement. Moins de personnel disponible, donc des camions immobilisés. Et plus assez de moyens pour les formations obligatoires. Dans ces conditions, impossible de garantir un service fiable.

L'austérité touche même les services de sécurité les plus essentiels. Et avec le réchauffement climatique, les incendies et autres catastrophes vont se multiplier.

Face au manque de personnel et de matériel, les policiers qui seraient volontaires et les canons à eau de la police, utilisés contre les manifestants, pourraient enfin trouver une utilité !

Profits records pour FN Browning

En 2025, le groupe d'armement FN Browning a réalisé un chiffre d'affaires record d'un milliard d'euros, contre 250 millions en 2021, avant la guerre en Ukraine.

Multiplier par quatre le chiffre d'affaires en cinq ans a de quoi faire rêver de nombreux patrons.

Les politiciens, de gauche comme de droite, se réjouissent de ces chiffres. Ça va créer de l'emploi, disent-ils, et ça représente un dividende de 25 millions d'euros pour la Région wallonne qui en est propriétaire !

Mais cette explosion du chiffre d'affaires est avant tout le symptôme d'une remilitarisation de la société : en 2025, l'État belge a mis 14,5 milliards d'euros sur la table pour ses budgets militaires.

Pour les travailleurs de la FN, cette explosion du chiffre d'affaires se traduit surtout par des cadences qui augmentent et une pression constante pour produire plus. Leurs salaires, eux, n'ont pas été multipliés par quatre.

Durcissement de l'État

Mercredi 10 juin, vers 5h du matin, 19 militants du collectif Code Rouge ont été perquisitionnés. La porte de leurs domiciles a été défoncée par la police qui a ensuite fouillé leurs maisons, saisi leurs téléphones, leurs ordinateurs portables et leurs carnets de notes, ainsi que ceux de leurs partenaires et colocataires. Deux des militants ont également été mis sous surveillance avec des bracelets électroniques.

Ces perquisitions ne sont pas un cas isolé. A Liège, des perquisitions ont eu lieu il y a quelques mois chez des militants qui s'étaient opposés à la venue de Georges-Louis Bouchez.

L'objectif est d'instaurer la peur pour dissuader tous ceux qui s'opposent à cette société répugnante.

Licenciements... de gauche ?!

La commune de Molenbeek, dirigée par une coalition de gauche (PS, PTB, Vooruit et Molenbeek Autrement) a annoncé le licenciement de 40 personnes et la baisse de 50% de la prime de fin d'année.

Le PTB, à travers son échevin Giovanni Bordonaro, affirme que « *Si demain l'Arizona paie sa facture, il n'y aura aucun licenciement à Molenbeek* ». Dans une vidéo, il rajoute : « *Molenbeek, comme toute commune en Belgique, comme le gouvernement et n'importe quel service public, a besoin de crédit pour faire tourner la boîte. On a besoin des banques. Donc Molenbeek est menacé que, si on reste encore en déficit, eh bien les banques stoppent les crédits et en septembre on ne paie plus les salaires et il n'y a plus rien qui tourne. C'est ça, être le couteau sous la gorge.* ».

Et ce sont effectivement les banques, et les capitalistes dans leur ensemble, qui sont responsables des mesures d'austérité de l'Arizona, y compris dans les communes !

La seule manière de s'opposer à la politique d'austérité imposée aux travailleurs, dans les entreprises comme dans les communes populaires, c'est de

construire un rapport de force contre les capitalistes, de contribuer à ce que les travailleurs organisent leurs luttes, pour les étendre, les généraliser, et imposer d'aller prendre l'argent là où il est, sur les comptes des grands actionnaires, millionnaires et milliardaires !

Mais le PTB a fait campagne, à Molenbeek comme ailleurs, en prétendant que, s'ils arrivaient au pouvoir, ils pourraient mener une autre politique que la droite ou le PS.

Aux élections communales, ils proposaient de voter pour eux pour baisser les prix des loyers, financer plus de logements sociaux, et embaucher du personnel communal. Mais rien ne laissait entendre dans leur propagande électorale que ces mesures ne pourraient être mises en place, non par les élections, mais par une forte mobilisation de la population.

En refusant d'élever la conscience politique de la population, au contraire en s'appuyant sur les illusions électorales, le PTB s'est lui-même mis « le couteau sur la gorge ».

Le PTB, comme les directions syndicales, continuent de prétendre que la principale cause de l'austérité, à tous les niveaux de pouvoir, serait les partis de droite. C'est tromper les travailleurs ! Un gouvernement de gauche subirait la même pression de la part des capitalistes et des banques pour mettre en place l'austérité contre la population, que subit la commune de Molenbeek aujourd'hui.

En refusant de préparer et d'organiser les travailleurs pour des luttes massives contre les capitalistes, en reprenant la démagogie électorale menée depuis des années par le PS, le PTB contribue à désarmer les travailleurs et les démoraliser, à laisser penser : finalement le PTB est comme les autres !

Ville de Bruxelles contre les pauvres

Que fait la Ville de Bruxelles face à l'augmentation de la pauvreté, alors qu'un enfant sur trois vit sous le seuil de pauvreté ? Construire des logements ? Aider les enfants à grandir dans des conditions dignes ? Non. Elle sanctionne les pauvres et les chasse des quartiers bourgeois et touristiques.

Un nouvel arrêté anti-mendicité de la Ville, dirigée par Philippe Close (PS), interdit de mendier avec un enfant dans certains quartiers, sous peine d'une amende de 500 euros.

La Ville prétend ainsi vouloir inciter les enfants à aller à l'école. Hypocrisie, la dernière fois qu'un tel arrêté avait été pris, pas un seul enfant n'avait été inscrit à l'école.

La Ville de Bruxelles ne combat pas la pauvreté, elle combat les pauvres. Son objectif est de les rendre invisibles aux yeux des bourgeois et des touristes, en infligeant aux mendiants des amendes qui ne peuvent que les plonger encore davantage dans la misère.

La galère du logement à Bruxelles

Une étude de l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse montre que les ménages bruxellois dépensent en moyenne un tiers de leurs revenus pour se loger. Pour les ménages les plus modestes, près de la moitié des revenus part dans le loyer et les factures de gaz et d'électricité.

À Bruxelles, 62 % des habitants sont locataires de leur logement, bien plus qu'en Flandre (30 %) ou en Wallonie (36 %). Les prix de l'immobilier, et surtout des loyers, y sont plus élevés qu'ailleurs dans le pays, tandis que les revenus y sont plus faibles.

Les logements y sont aussi souvent plus vétustes : des passoires thermiques qui surchauffent l'été et sont impossibles à chauffer l'hiver.

Quant aux logements sociaux, largement insuffisants, ils ne représentent que 6 % du parc locatif bruxellois. Les délais d'attente pour obtenir un logement social peuvent atteindre une dizaine d'années.

Le problème principal reste la faiblesse des salaires, qui ont augmenté bien moins vite que les loyers. Pour se loger et vivre correctement, il faut des hausses de salaire ! Et seule une lutte d'ensemble des travailleurs pourra les imposer.

Nos lecteurs nous écrivent

L'austérité imposée aux associations et à leurs bénéficiaires à Bruxelles

Dans un contexte de crise aggravée, les associations bruxelloises qui accompagnent les populations les plus précarisées voient leur charge de travail augmenter et la situation de leur public se dégrader (problèmes de santé, psychiatriques, dette, problèmes de logement…).

Déjà affaiblies par les crises du covid, l'augmentation des prix de l'énergie…. durant lesquelles elles ont dû faire face à un afflux

de nouveaux bénéficiaires sans que les moyens suivent, elles sortent également exsangues de plus d'un an sans gouvernement bruxellois, ce qui a eu un impact sur les subsides qu'ils reçoivent de la région. Par exemple, les subventions dites "facultatives" (qui sont pourtant essentielles pour les associations et leurs bénéficiaires) ont subi une coupe de 15%.

Aujourd'hui, plusieurs mois après la formation du gouvernement bruxellois, la politique d'austérité fait que pour beaucoup d'associations des centaines de milliers d'euros de financement sont toujours incertains, compromettant des emplois et la continuité des projets.

La menace de la réduction des aides à l'emploi (des incitants financiers donnés par l'Etat à l'employeur pour faciliter l'embauche), dont dépend énormément le secteur, plane aussi au-dessus des asbl.

A cause de cela, dans les associations, on passe un temps monstre à élaborer des stratégies budgétaires pour licencier le moins de travailleurs possibles et maintenir les institutions à flot plutôt qu'à se concentrer sur le travail social pourtant criant.

Derrière la perte des subsides et l'instabilité des emplois et des projets, ce sont les personnes précaires qui subissent la situation de plein fouet.

Des permanences sociales qui permettent de renseigner et d'accompagner les personnes pour avoir accès à leurs droits sont supprimées alors qu'il y a une explosion des demandes suite aux expulsions du chômage. Des projets d'accueil et de soin pour les personnes sans-abris sont arrêtés du jour au lendemain, la distribution de matériel de limitation de risques comme seringues stériles aux personnes sous assuétude ou de préservatifs pourtant essentiel pour limiter les risques d'infection, de maladie ou de blessure est fortement limitée.

Suivez l'argent

Alors que de plus en plus de monde peine à joindre les deux bouts, tout va bien du côté des capitalistes.

Selon l'entreprise numérique Capgemini, les 146.000 Belges qui possèdent plus d'un million de dollars de capital sont 9% de plus que l'année dernière. Leurs fortunes ont augmenté de 10% environ, la portant à près de 400 milliards… soit plus que l'ensemble des dépenses publiques de toute la Belgique !

Tout le monde n'est pas égal en Belgique, il y a ceux qui s'en sortent très bien, et une poignée de milliardaires qui dirigent l'économie et profitent des coupes budgétaires, des licenciements et de l'augmentation des cadences au travail !

Ils vivent et travaillent ici, ils restent ici !

Le « Pacte asile et migration » de l'Union européenne, qui vient d'entrer en vigueur, franchit un nouveau pas dans la répression contre les migrants. Celui-ci prévoit notamment de créer des camps d'internement en dehors de l'Union européenne pour y renvoyer les migrants en situation illégale.

Le texte prévoit que ces camps doivent se situer dans des « pays sûrs »… Mais l'Union européenne a déjà passé des accords avec des pays comme la Turquie ou la Libye pour y interner des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe, avec des conditions de détention brutales.

La détention de migrants, de travailleurs, qui n'ont commis aucun crime et cherchent juste à trouver un endroit sûr où vivre, est déjà abject. Mais le faire dans des conditions de détention encore plus inhumaines est une étape de plus vers la barbarie !

Manifestation contre la venue de Bardella

La montée de l'extrême droite dans le monde, le risque que Bardella puisse accéder à la présidence de la république en France en 2027, ont de quoi inquiéter dans ce monde qui va vers la guerre. Mussolini en Italie, Franco en Espagne, Hitler en Allemagne ont contribué à la barbarie de cette société et à un recul terrifiant de l'humanité.

Mais ils n'étaient pas les seuls ! Tous les dirigeants du capitalisme, anglais et français en tête, ont laissé faire Mussolini, aidé Franco à écraser la révolte de la population, et soutenu Hitler tant qu'il envisageait d'attaquer l'URSS pour l'ouvrir au capitalisme allemand.

Et ceux qui ont manifesté jeudi 11 à Bruxelles contre la venue de Bardella invité par le Vlaams Belang n'ont aucune envie de revivre ces sombres périodes.

Mais il faudra plus que des manifestations pour freiner la montée de l'extrême droite !

Le problème est plus profond. Le Vlaams Belang et Bardella sont le produit pourri de cette société capitaliste. Et c'est le renversement du capitalisme qu'il faut aider à préparer.

Ebola sans frontière

L'épidémie du virus Ebola en République démocratique du Congo est en train de devenir incontrôlable. Cette fièvre hémorragique est très souvent mortelle. Mais les victimes sont des populations trop pauvres pour constituer un marché rentable pour les groupes pharmaceutiques.



À la différence de la souche Zaïre, il n'existe ni vaccin ni traitement pour la souche responsable de l'épidémie actuelle. Il ne resterait donc que l'isolement des cas contact. Mais comment serait-il possible en République démocratique du Congo, dans des régions où les travailleurs passent d'une exploitation minière à l'autre au gré des opportunités et où les seules règles sont celles qu'imposent les bandes armées ?

Face à ce désastre, les soignants congolais, ceux des organisations humanitaires ou de l'OMS se débattent dans le dénuement le plus total. L'un d'entre eux, dans la ville d'où est partie l'épidémie, déclarait à Radio France International : « *on manque de tout. Il y a très peu de médicaments, très peu d'isolement pour les malades, pas suffisamment d'équipement pour le personnel* ».

Avec la coupe du monde, les dirigeants américains craignent que l'épidémie ne prenne encore plus d'ampleur. Mais cela ne signifie pas pour eux mettre plus de moyens financiers. Avec tous leurs mépris envers les peuples, ils se sont limités à demander à l'État belge d'interdire l'entrée du territoire belge aux Congolais !

Poudre aux yeux !

En Hongrie, les députés ont voté à l'unanimité, lundi 8 juin, une baisse de 40% de leur salaire. Officiellement, pour redresser les finances publiques et lutter contre la corruption. En réalité, ce gouvernement prépare l'austérité et veut faire croire que "tout le monde doit se serrer la ceinture".

En Bolivie, même méthode il y a deux semaines. La capitale était secouée par des manifestations contre l'inflation, les pénuries, la dégradation des conditions de vie, avec des slogans hostiles au président. Pour tenter de calmer la colère ? La richesse de la bourgeoisie est restée intacte, mais le président a baissé son salaire et celui de ses ministres de 50%. Comme si ça allait changer quoi que ce soit ! Cela n'a d'ailleurs pas mis fin à la contestation.

Oui, un politicien gagne cinq à six fois le salaire d'un travailleur, cela les place dans le camp de la bourgeoisie. Mais diminuer, même de moitié, leur salaire, ne résout aucunement le fond du problème. Si on a l'austérité, des salaires bas, des loyers trop chers, c'est parce que toute cette société tourne autour du profit de la bourgeoisie et des capitalistes. Se contenter de parler du salaire des ministres sert surtout à détourner l'attention des vrais responsables.

Et les vrais responsables sont les capitalistes, actionnaires des grandes banques et des grandes entreprises, qui gagnent en une minute, en une seconde, ce que nous gagnons en un mois. Bernard Arnault ou Elon Musk, par exemple, ont touché environ 2.000€... par seconde en 2025.

En Belgique, les capitalistes sont plus petits : Nicolas d'Ieteren, PDG du groupe d'Ieteren (également actionnaire majoritaire de Carglass), a gagné en 2025 le salaire d'un travailleur en une minute, et celui d'un ministre en 30 minutes.

Perversion et omerta

En France, des centaines de femmes ont été droguées par l'ancien DRH du ministère de la Culture. En leur faisant absorber un diurétique, il les amenait à uriner, y compris en les accompagnant au lavabo pour les regarder.

Bien sûr, c'est la perversion d'un homme. Mais c'est aussi l'omerta d'autres hommes quand ils sont au courant... Et c'est surtout une société où la pression hiérarchique et patriarcale empêche les femmes de dénoncer immédiatement les agressions qu'elles subissent quotidiennement.

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be